IAE LILLE
FINANCE CLUB

WHAT Happened in the MARKETS

ÉDITION #2 OCTOBRE 2026

WARNER X PARAMOUNT

C’est la grosse opération côté M&A, le groupe Paramount Skydance a finalisé le deal de rachat de Warner Bros pour un total de 110 milliards de dollars. Chaque action a été rachetée pour un montant de 31 $ par action.

Page 6-8

CLARITY ACT

Censé mettre fin au flou juridique autour des cryptomonnaies aux États-Unis, le Clarity Act a échoué au Sénat en septembre, en partie à cause de conflits d’intérêts autour de la famille Trump.

Page 11-13

LE MOT DU CLUB

Bienvenue dans cette deuxième édition de ***What Happened in the Markets***.

Nous revoilà pour cette nouvelle édition. Ici Macéo Pauron et Léo-Paul Laisne (toujours co-présidents). Nous vous remercions encore pour l'accueil chaleureux que vous avez accordé au projet. Nous avons pris en compte les retours de la dernière édition, nous espérons que ce deuxième numéro vous plaira davantage.

Nous tenons particulièrement à remercier Jeanne Coupier, pour son interview de qualité avec une banquière d'affaires de chez Citi autour d'un sujet qui, nous l'espérons, vous plaira autant qu'il nous a plu.

Nous souhaitons également remercier notre nouveau partenaire NextWise qui a décidé de s'associer avec nous pour cette saison 2026-2027. NextWise est la plateforme sur laquelle le club participe au concours de gestion de portefeuille (le NextChallenge). Nous vous invitons à vous inscrire pour vous aussi participer à ce concours, d'autant plus qu'une surprise arrive...

Cette revue est sponsorisée par Pierre Aussedat, l'un de nos sponsors de cette saison. Nous tenons à les remercier pour leur accompagnement dans ce projet et dans le soutien de la revue. Le cabinet Pierre Aussedat est spécialisé dans les biens ruraux. Nous en avons fait une partie dédiée (pages 9-10) que nous vous invitons à regarder.

Ce premier mois a été très enrichissant pour nous, et nous sommes convaincus que le futur le sera tout autant. De grands projets arrivent ! ***Stay tuned.***

Nous remercions encore une fois nos cinq membres qui consacrent leur énergie et leur temps à faire vivre ce projet. Sans eux, cette revue n'aurait pas vu le jour.

Nous vous souhaitons une excellente lecture !

Macéo Pauron & Léo-Paul Laisne
Co-présidents de l'IAE Lille Finance Club

Si vous souhaitez nous soutenir :)

Not made with AI

SOMMAIRE

01 Page De Couverture..... Page 0

02 Le Mot Du Club..... Page 1

03 Sommaire..... Page 2

04 Les Macros Du Mois..... Pages 3-5

05 Le Dossier Du Mois..... Pages 6-8

06 Notre Partenaire..... Pages 9-10

07 Cryptomonnaies..... Pages 11-13

08 L'Interview ..... Pages 14-16

09 Pour Le Mois Prochain .....Pages 17-19

10 Sources ..... Pages 20-22

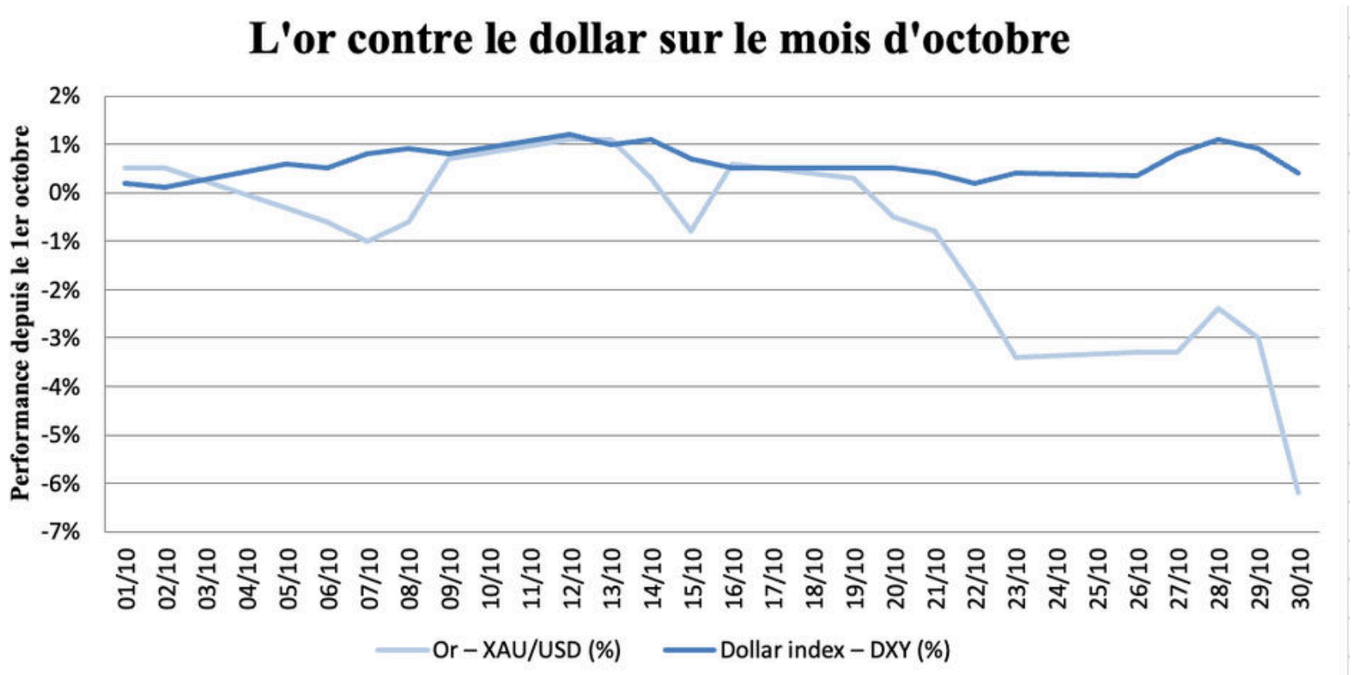
Not made with AI

LES MACROS DU MOIS

Entre tensions monétaires, inquiétudes autour de l'intelligence artificielle et défiance envers la dette française, les marchés ont connu un mois d'octobre mouvementé. Avec des résultats d'entreprises contrastés et une croissance européenne fragile, les investisseurs abordent novembre avec prudence.

1er novembre 2026 · Timéo Wartelle

Fed : un statu quo qui ne rassure pas.



GRAPHIQUE 1 : L'or contre le dollar sur le mois d'octobre 2026

Le 28 octobre, la Fed a choisi de ne rien faire : son taux directeur (le prix auquel les banques se prêtent entre elles et qui influence tous les crédits) reste dans la fourchette de 3,75 % à 4 %. Mais « ne rien faire » ne veut pas dire « tout va bien ». Sur 12 membres, 2 (Lisa Cook et Beth Hammack) voulaient relever les taux immédiatement. Pourquoi cette tension ? Parce que l'inflation ne recule pas. Aux États-Unis, les prix ont augmenté de 3,7 % sur un an en septembre, tirés par l'énergie. Kevin Warsh, président de la Fed juge l'inflation « trop élevée » et refuse de dire ce qu'il fera ensuite. Le marché, lui, n'attend pas : à l'issue de la réunion, il donnait environ 85 % de chances à une hausse de 25 points de base le 9 décembre.

Le moment de la décision n'est pas anodin non plus. La réunion tombait une semaine avant les élections américaines de mi-mandat, et certains analystes pensent que cela a pesé dans le choix d'attendre. Mais la Fed ne peut pas tout régler avec ses taux : l'inflation vient en grande partie du prix du pétrole, qu'elle ne contrôle pas. Relever les taux ne fait pas baisser un baril, alors que la croissance, l'énergie et les dépenses de l'État jouent tous un rôle.

Conséquence sur l'or : quand les marchés s'attendent à des taux plus élevés, le dollar et les rendements des obligations montent. L'or, qui ne verse aucun intérêt, devient alors moins attractif face à ces placements. C'est ce qui explique sa baisse, vers 3 900 $ l'once le 30 octobre face à un dollar en hausse. (voir graphique 1)

IA : plus de 1 600 milliards de dollars envolés en six séances

Les fabricants de puces américains ont perdu plus de 1 600 milliards de dollars en Bourse en six séances. Derrière cette chute, un doute : l'intelligence artificielle rapportera-t-elle assez pour rembourser ce qu'elle coûte ?

Pourquoi les puces ont-elles chuté ?

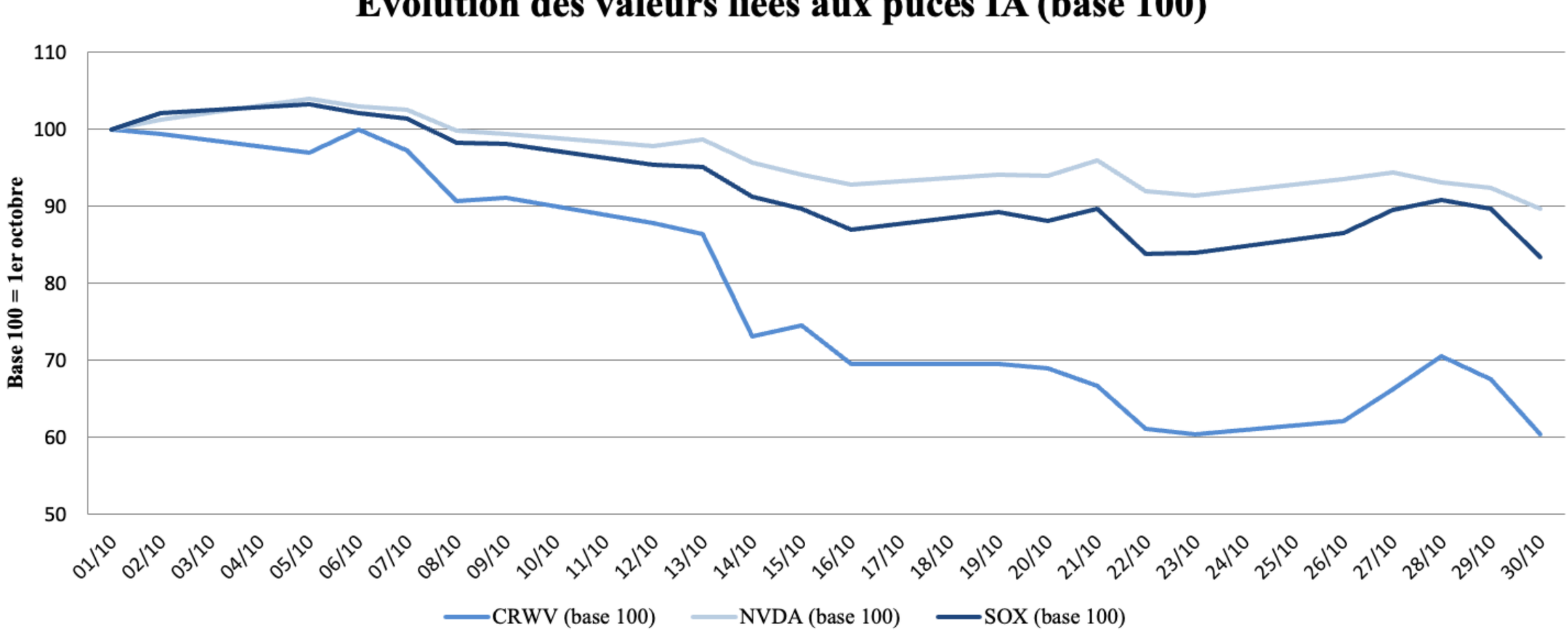
Les puces sont le cœur de l'IA car sans elles il n'y a pas de centres de données. Leurs fabricants ont donc beaucoup monté en Bourse. Début octobre, les investisseurs se sont demandé qui paierait la suite. Ces centres coûtent des centaines de milliards, souvent financés par de la dette. CoreWeave, qui loue de

Not made with AI

la puissance de calcul aux géants de l'IA, devait environ 35 milliards de dollars fin juin, avec des taux dépassant parfois 15 %. Or l'inflation américaine est remontée à 3,7 % en septembre, ce qui fait craindre une nouvelle hausse des taux car ça signifie qu'emprunter coûterait encore plus cher.

Le 14 octobre, CoreWeave perd 15,5 % en une séance. Le 15, la panique gagne l'Asie : Séoul plonge de 7,6 % et Tokyo cède 4,9 %. À Wall Street, le Nasdaq[1] ouvre en baisse de 1,2 % puis termine à l'équilibre. Les puces signent leur plus forte baisse hebdomadaire depuis des mois.

Le 19 octobre, le cours des actions liées aux puces a rebondi mais modestement. Pour les analystes, le risque pèse surtout sur les entreprises les plus endettées, pas sur la demande d'IA.



GRAPHIQUE 2 : Évolution des valeurs liées aux puces IA (base 100)

OAT : le cap des 5 % franchi, une première depuis 2002

Chaque année, la France emprunte sur les marchés pour financer son déficit. L'OAT[2] à 10 ans est le taux auquel les investisseurs lui prêtent : plus il monte, moins ils lui font confiance et plus l'emprunt coûte cher. Le 22 octobre, il a atteint 5,14 %, un niveau inédit depuis 2002, avant de retomber autour de 5 %. Les investisseurs craignent que le budget 2027 ne réduise pas assez le déficit, dans un climat politique et social tendu. Le 23 octobre, l'agence Moody's, qui note la solidité financière des États, a maintenu la note Aa3[3] de la France, mais avec une perspective négative, alors que beaucoup attendaient une dégradation.

Quelles conséquences ?

D'abord pour l'État, qui paiera plus cher chaque nouvelle dette. Ensuite pour les ménages : l'OAT sert de référence aux banques pour fixer leurs taux de crédit. Or les crédits immobiliers à 20 ans sont aujourd'hui sous l'OAT, ce qui ne peut pas durer. Selon Allianz Trade, des taux de crédit à 4 % sont prévus au premier trimestre 2027, ce qui réduira la capacité d'achat des ménages.

(1) Nasdaq = indice boursier américain qui regroupe surtout des entreprises technologiques (Nvidia, Apple, Microsoft…).

(2) OAT = Obligation Assimilable du Trésor, l'obligation émise par l'État français pour emprunter sur les marchés. L'OAT à 10 ans sert de référence pour le coût de la dette française.

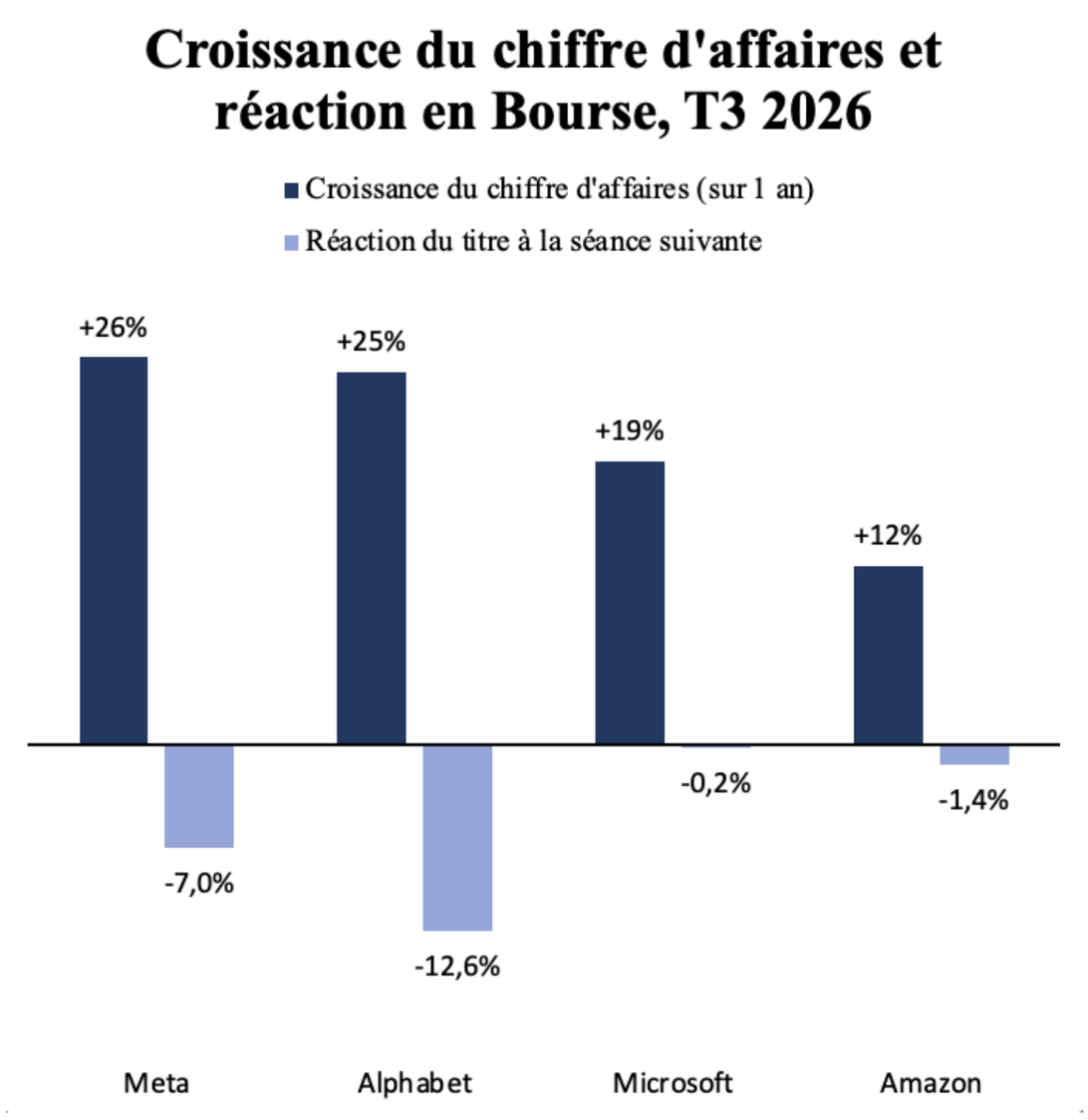
(3) Aa3 = note attribuée par l'agence Moody's à la solidité financière d'un État, 4e meilleure de l'échelle (après Aaa, Aa1 et Aa2). La « perspective négative » signale qu'une dégradation est possible à moyen terme.

Not made with AI

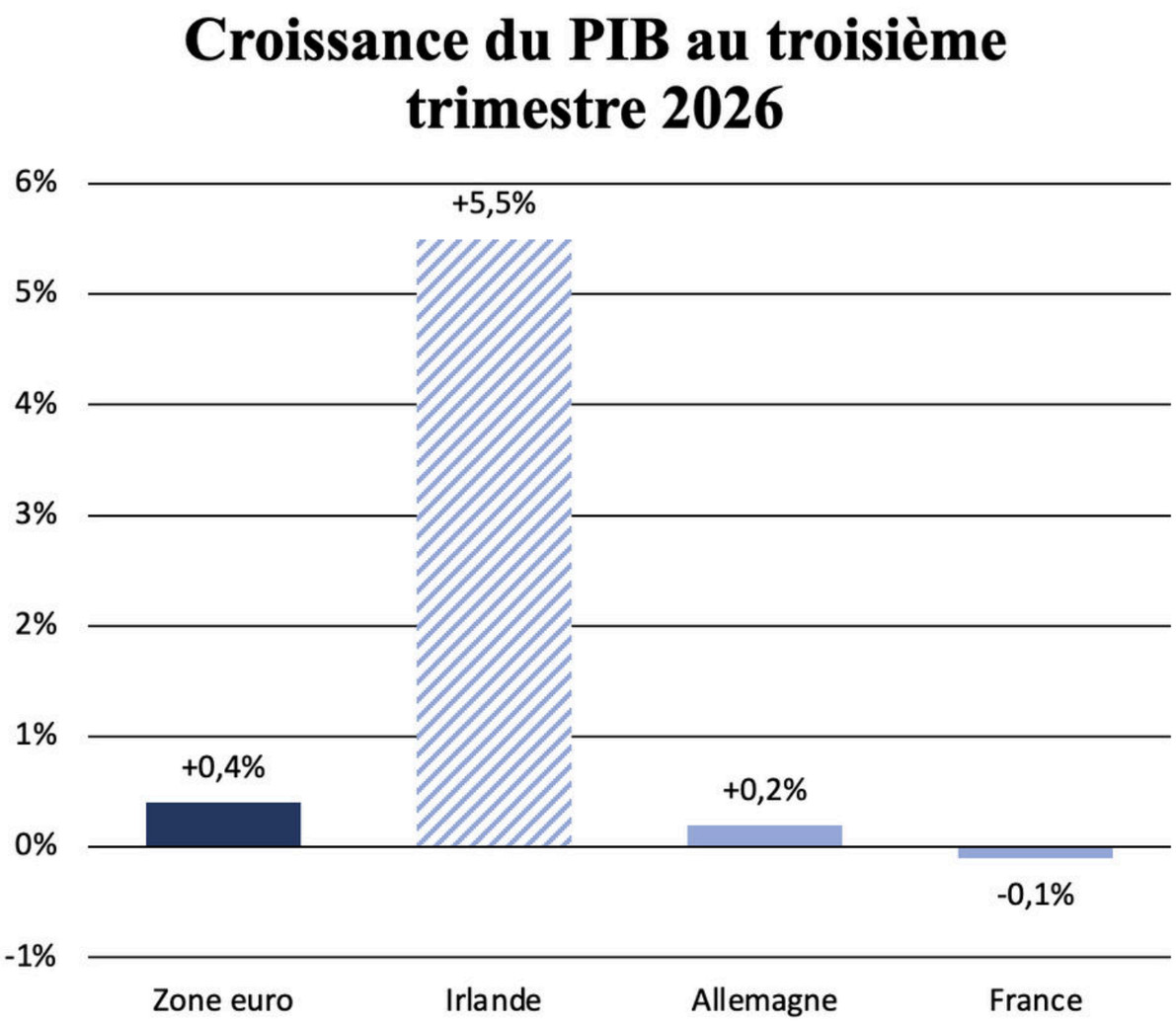
Résultats du trimestre : de gros bénéfices, mais la Bourse se montre exigeante

Octobre a été le mois des résultats trimestriels, et la tendance est nette : les entreprises gagnent beaucoup, mais les investisseurs punissent la moindre déception.

Chez les géants américains, la croissance reste forte : Meta (+26 % de chiffre d'affaires), Alphabet (+25 %), Microsoft (+19 %) et Amazon (+12 %). Pourtant, Alphabet a chuté d'environ 12,6 % à la séance suivante, ses bénéfices ayant baissé et manqué les attentes. Meta a perdu 7 % malgré des ventes records. Ceci est dû au fait que ces groupes dépensent des sommes énormes dans l'IA et les investisseurs veulent désormais voir ces dépenses rapporter. En Europe, le tableau est plus contrasté. ASML profite de l'IA (+55 % de chiffre d'affaires, à 11,7 Md€), et TotalEnergies voit son bénéfice ajusté plus que doubler (9,1 Md$ contre 4 Md$) grâce au raffinage et à un pétrole cher. BNP Paribas dépasse les attentes (+14 % de bénéfice net). À l'inverse, LVMH ne progresse que de 1 %, la mode et la maroquinerie reculant de 5 % avec la demande chinoise toujours en baisse.



GRAPHIQUE 3 : Croissance du chiffre d'affaires et réaction en Bourse, T3 2026



GRAPHIQUE 4 : Croissance PIB au T3 2026

Zone euro : une croissance en trompe-l'œil

La zone euro a progressé de 0,4 % au troisième trimestre, soit le double des 0,2 % attendus. Mais ce chiffre global cache de grands écarts : l'Irlande +5,5 % tire la moyenne, alors que la France recule de 0,1 % et l'Allemagne ne progresse que de 0,2 %. Le PIB[4] irlandais est connu pour être très volatil, car il dépend des multinationales qui y ont leur siège. Autrement dit, l'économie européenne ne va pas aussi bien que le chiffre le laisse croire. Pour la BCE, le tableau reste délicat : l'inflation atteint 3,8 % en septembre, avec une énergie en hausse de 18,9 %, et cette croissance, plus tonique que prévu, affaiblit l'argument d'une longue pause. Plusieurs économistes anticipent d'ailleurs une hausse des taux en décembre.

Timéo Wartelle

(4) PIB = Produit intérieur brut, la valeur de tous les biens et services produits dans un pays sur une période donnée. Sa variation d'un trimestre à l'autre mesure la croissance de l'économie.

Not made with AI

L’acquisition de Warner Bros par Paramount Skydance : une opération à 110 milliards

C’est la grosse annonce côté M&A[1], le groupe Paramount Skydance a finalisé le deal de rachat de Warner Bros pour un total de 110 milliards de dollars. Chaque action a été rachetée pour un montant de 31$ par action et les titres Warner ont été radiés ce mercredi 7 octobre.

22 octobre 2026 · Macéo Pauron

L’histoire chronologique



Le château d’eau Paramount, à Los Angeles. Source : Les Échos

Tout commence à l’été 2025 quand Skydance finalise sa fusion avec Paramount Global. David Ellison prend la tête du nouveau groupe Paramount Skydance et l’un de ses premiers objectifs est le rachat de Warner Bros Discovery. Dès septembre 2025, Paramount Skydance propose alors une offre de rachat à Warner Bros pour 19 $ l’action. Le 22 septembre celle-ci est refusée, Warner Bros jugeant l’offre insuffisante. Paramount surenchérit à 22 $ l’action puis à 23,5 $. Voyant que l’entreprise suscite l’intérêt, Warner décide d’ouvrir un processus concurrentiel. Cela signifie qu’elle s’est engagée à examiner plusieurs offres de rachat par différents groupes. Et dès novembre 2025, elle organise un processus d’enchères auquel ont participé Netflix, Paramount et Comcast. Chacune de ces sociétés a eu l’occasion de proposer son offre. Le 5 décembre 2025, Netflix annonce un accord avec Warner Bros pour un montant de 82,7 milliards de dollars. Le rachat comprend les activités de studios et de streaming. Netflix veut offrir 23,25 $ par action en numéraire et 4,5 $ en actions Netflix (nous reviendrons sur la différence). Le deal comprenait uniquement les studios et la plateforme de streaming et non le Global Networks[2]. Par la suite, Paramount surenchérit, proposant le rachat des deux entités de Warner (studios/streaming et Global Networks) pour 30 $ par action. En février 2026, Paramount Skydance augmente son offre à 31 $ par action. La société s’engage même à couvrir les 2,8 milliards de dollars d’indemnités que Warner devrait verser à Netflix si leur accord était rompu. Finalement, le 27 février 2026, Paramount Skydance signe un accord avec Warner Bros pour un rachat à 110 milliards de dollars pour 31 $ par action, 100 % en numéraire. Netflix, ne considérant plus l’offre financièrement attractive, se retire des négociations. Le même jour, l’action Paramount bondit de 28 % avant de se faire corriger par le marché. Dans ces 110 milliards, 81 milliards correspondent à l’equity value, c’est-à-dire à la valeur du rachat des actions, et le reste correspond au rachat de la dette existante qu’avait Warner. À l’issue de ce rachat, l’objectif est de fusionner les plateformes de streaming respectives de chacun (HBO et Paramount +) pour proposer un catalogue plus complet aux utilisateurs. De plus, avec deux gros studios de production, le nouveau groupe pourrait concurrencer Netflix et Disney.

(1) Mergers & Acquisitions : fusions-acquisitions, les opérations où des entreprises se rachètent ou fusionnent.

(2) Global Networks désigne la division de Warner Bros. Discovery regroupant ses chaînes de télévision linéaires (CNN, TNT, TBS, Discovery Channel, HGTV, Food Network, etc.), distincte de la division studios et streaming (Warner Bros., HBO, HBO Max). Dans l’accord avec Netflix, cette division devait être séparée du reste du groupe.

Not made with AI

Enfin, le 6 octobre 2026, l'acquisition a été finalisée et le groupe fusionné est désormais coté sur les marchés financiers sous le nom « Skydance » (ticker SKYD). Les actions Warner Bros ont été radiées le 7 octobre[3].

Le fonctionnement d'une acquisition

Pour mieux comprendre le cas précédent, il est important de comprendre comment fonctionne une acquisition sur les marchés financiers. D'abord, la société acquéreuse contacte une banque pour que cette dernière la conseille sur la société à racheter. Dans le cas de notre exemple, ce sont Centerview Partners et RedBird Advisors. Ces banques vont alors analyser la situation financière de l'entreprise qui va se faire acheter pour pouvoir proposer la meilleure offre de rachat possible.

Ensuite, la société acquéreuse va faire une proposition de rachat avec plusieurs conditions. Premièrement, est-ce que la société va racheter l'entièreté des activités de la société ? Par exemple, la première offre de Netflix prévoyait le rachat uniquement des studios et du streaming de Warner, mais pas de son Global Networks. Après cela, l'étape la plus importante va être le prix auquel la société va être rachetée. En effet, les actionnaires de Warner vont recevoir une contrepartie pour céder leurs actions. Il y a 3 possibilités : 1) L'actionnaire est remboursé en numéraire, c'est-à-dire qu'il va recevoir de l'argent directement en contrepartie de ses actions. Dans l'exemple de notre article, chaque actionnaire a reçu 31 $ par action Warner Bros. 2) Elle paie en actions : l'actionnaire va recevoir des actions de la société acquéreuse pour une valeur égale à ses anciennes actions. 3) Elle fait un mix des 2, c'est-à-dire qu'elle rembourse une partie en numéraire et l'autre en actions. C'est le cas de l'une des propositions de Netflix, qui voulait racheter chaque action pour 23,25 $ et une autre partie en actions Netflix (4,5 $).

Enfin, après plusieurs négociations, l'opération est finalisée. Les actionnaires de la société rachetée cèdent leurs titres en échange de la contrepartie prévue. Si l'acquéreur prend le contrôle de la totalité du capital, les actions de la société rachetée peuvent être retirées de la Bourse. Attention, la société peut continuer d'exister juridiquement en tant que filiale de l'acquéreur. Dans notre exemple, Paramount Skydance devient la société mère de Warner Bros.



Différents studios, plateformes et chaînes de télévision du nouveau groupe Skydance. Source : Disneyphile.fr

La conséquence de ce rachat

Cette opération entre les 2 géants d'Hollywood a eu un fort impact sur les valeurs boursières. D'un côté, avant sa radiation, l'action Warner Bros Discovery a connu plusieurs variations. D'abord, à l'annonce de la première proposition du rachat par Paramount, le cours de l'action a augmenté de 48,86 % entre le 2 et le 15 septembre 2025, passant de 12,26 $ à 18,25 $.

(3) Le retrait définitif d'un titre de la cote d'une Bourse. Il n'est alors plus possible de l'acheter ou de le vendre sur ce marché. Dans le cas d'une acquisition en numéraire, les actions de la société rachetée sont annulées en échange du paiement aux actionnaires.

Not made with AI

Pourquoi ? C'est assez simple : Paramount proposait initialement un rachat pour 19 $ par action. Donc les actionnaires ont intérêt à vouloir acheter l'action à un prix inférieur à 19 $ pour bénéficier de la prime de rachat (19 $ - le prix de rachat). Le cours se rapproche donc mécaniquement des 19 $. Le cours a progressé jusqu'à atteindre les 30,95 $ le 5 octobre 2026, à la veille du rachat (à 31 $). Pourquoi pas 31 $ (la valeur de rachat par Paramount) ? Car il existe toujours un léger risque que la transaction ne s'effectue pas. Les 0,05 $ sont donc la prime de risque acceptée par les investisseurs. De l'autre côté, le titre de Paramount a de manière assez symétrique suivi la même trajectoire initiale. Dès septembre, lors de la proposition de rachat le titre augmente aussi, passant de 14,46 $ à 17,87 $, soit une hausse de 23,58 % entre le 2 et le 18 septembre 2025. Cependant, le titre va par la suite chuter de 46,86 % entre septembre 2025 et février 2026 car Warner Bros se rapprochait de Netflix (jusqu'à conclure un accord avec eux). Enfin, comme dit plus haut, le titre a connu une hausse suite à la signature de l'accord avant de continuer dans sa chute pour atteindre 7,77 $ le 24 octobre.

Pourquoi le titre de Skydance chute-t-il ?

La situation de Paramount est assez particulière. En effet, la société est évaluée à environ 9 milliards de dollars tandis que la capitalisation boursière de Warner Bros valait 81 milliards de dollars avant le rachat. Assez surprenant qu'une société rachète une autre presque 9 fois plus grande qu'elle. Surtout que pour financer son opération, Skydance va lever près de 52 milliards de dollars de dette. C'est un montant énorme, d'autant plus que le groupe est déjà endetté à 32 milliards de dollars. Ce montant inquiète les investisseurs car le groupe ne dégage que de faibles liquidités par trimestre. Il existe donc un risque qu'il n'arrive pas à rembourser cette dette colossale. Malgré cela, Ellison a tenu à rassurer les investisseurs en disant que le groupe allait réaliser des économies de 6 milliards de dollars par an d'ici 3 ans. De leur côté, les analystes ont établi une projection du cours à 8 $, similaire au cours actuel.

Et maintenant ?

Pour Skydance, tout reste à faire. D'autant plus que pour limiter les pratiques anticoncurrentielles, douze États américains ont trouvé un accord avec le groupe après une lutte acharnée, pour la production de 30 nouveaux films chaque année et une fenêtre de 45 jours avant la commercialisation en vidéo à la demande. Le groupe est sous pression et doit se mettre au travail pour rentabiliser son investissement. L'avantage est qu'il a désormais un catalogue plus élargi (Harry Potter par exemple) et des studios de production supplémentaires pour concurrencer Netflix, Apple et Disney. Reste à voir les résultats de ce 3e trimestre qui seront publiés le 9 novembre pour rassurer les investisseurs. En attendant, il y a bien un investisseur qui croit au projet, c'est Elon Musk, qui vient de prendre 1 milliard de dollars de positions dans la société.



David Ellison, PDG de Skydance et le logo de Paramount. Source : Daily.com

Macéo Pauron

Not made with AI

PARTENAIRE OFFICIEL DU CLUB

Pierre Aussedat



Le cabinet des biens ruraux, depuis 2015

Forêts, terres agricoles, propriétés rurales : le cabinet accompagne ceux qui achètent ou vendent un patrimoine rural, partout en France. Fondé par Pierre Aussedat après huit années dans un grand cabinet d'experts immobiliers, il réunit aujourd'hui une équipe d'ingénieurs forestiers et de juristes du patrimoine.

15 000	180 M€	2
hectares vendus	*d'actifs accompagnés*	*bureaux : Paris et Sud-Ouest*



Pierre Aussedat

Domaines d'expertise

Forêts

Achat, vente et estimation de massifs forestiers, de quelques hectares à plusieurs centaines.

Terres agricoles

Accompagnement des transactions de terres et de prés, avec une connaissance fine des prix locaux.

Propriétés rurales

Domaines, fermes et maisons de caractère, souvent associés à des terres ou à des bois.

Savoir-faire

1 **Expertise.**
Connaître le marché et estimer la juste valeur d'un bien.

2 **Conseil.**
Fixer les objectifs d'une transaction et la stratégie pour y arriver.

3 **Transaction.**
Suivre chaque étape de la vente, en toute confidentialité.

4 **Gestion de biens.**
Faire vivre un patrimoine sur le long terme.

Contacter le cabinet

EMAIL cabinet@pierreaussedat.com
TÉL. 01 73 63 00 48
SITE pierreaussedat.com

SIÈGE 9 rue des Graviers
92200 Neuilly-sur-Seine
RÉSEAUX @pierre_aussedat



CLARITY ACT : LE PASSAGE D'UNE RÉGULATION PAR LA SANCTION À UNE RÉGULATION ÉCRITE

Censé mettre fin au flou juridique autour des cryptomonnaies aux États-Unis, le Clarity Act a échoué au Sénat en septembre, sur fond de conflits d'intérêts autour de la famille Trump.

22 octobre 2026 · Léo-Paul Laisne

L'origine du Clarity Act



Illustration du Clarity Act, le projet de loi américain sur la régulation des cryptoactifs, Source : coinpedia.org

De son nom complet, le Digital Asset Market Clarity Act (H.R.3633) est un projet de loi de structure de marché. Laissez-moi vous expliquer l'origine de celui-ci. Tout débute avec l'abandon par le Sénat du projet de loi FIT21[1] en 2024. En effet, le prédécesseur du Clarity Act avait fait une entrée remarquée après une adoption écrasante avec 279 votes pour et 136 contre. Il est important de noter ici que parmi les 279 voix favorables, 71 étaient démocrates. Ce rapprochement bipartisan montre un agacement envers la politique anti-crypto menée par l'ancien président de la SEC[2] Gary Gensler. Suite à cette adoption, le projet est renvoyé à la commission bancaire du Sénat dirigée à l'époque par Sherrod Brown, un critique du secteur de la cryptomonnaie. Celui-ci a jugé plus important de voter des mesures contre le blanchiment d'argent plutôt qu'un projet de loi qu'il considérait comme trop favorable au secteur. Le temps autorisé pour voter le projet de loi fut écoulé. Peu après, French Hill, le président de la commission des services financiers de la Chambre[3], relance le cadre avec le Clarity Act en mai 2025. Cette même année, le 17 juillet, la Chambre l'adopte avec 294 voix pour et 134 contre. Par la suite, la commission de l'agriculture et la commission bancaire du Sénat font avancer le projet de loi en votant pour, respectivement en janvier et mai 2026. Durant le mois de juillet 2026, un texte est publié combinant les projets des deux commissions. Nous verrons que la suite des événements n'est pas aussi glamour.

Pourquoi un Clarity Act ?

Depuis plus d'une décennie, les États-Unis régulent le marché des cryptos à l'aide de lois déjà existantes et non dédiées au secteur. La SEC déclare alors une guerre contre les cryptomonnaies en poursuivant une grande partie des acteurs du secteur. En effet, celle-ci utilise le Test de Howey afin de déterminer si une transaction doit être considérée comme Security (Valeur Mobilière). Pour résumer, le Test de Howey est une grille d'évaluation basée sur la jurisprudence issue d'une décision émise par la Cour

(1) Financial Innovation and Technology for the 21st Century Act.

(2) Securities and Exchange Commission = L'autorité américaine de régulation des marchés financiers.

(3) Le groupe de députés de la Chambre chargé des textes sur les banques, les marchés et la finance, avant qu'ils soient votés par toute la Chambre.

Not made with AI

suprême des États-Unis dans l'affaire SEC v. W.J. Howey Co en 1946. Je vous épargne l'histoire (n'hésitez pas à vous renseigner sur le sujet si cela vous intéresse). Ce qu'il faut retenir ici c'est que le test se divise en trois parties. Il sera positif si toutes les conditions sont satisfaites : 1) Il doit y avoir un investissement d'argent ; 2) Dans une entreprise ; 3) Les investisseurs doivent s'attendre à des profits principalement issus des efforts de la société émettrice ou de tiers. Vous comprendrez que cette large définition entraîne un flou juridique. Ce flou est un vrai problème pour le secteur, il représente un verrou majeur à l'adoption des cryptomonnaies par les institutions.

Quelle est l'utilité du Clarity Act ?

C'est ici qu'intervient le Clarity Act. Le projet de loi propose une séparation claire des pouvoirs entre la CFTC[4] et la SEC. Il repose sur le test de maturité de la blockchain. En effet, afin de déterminer si le token est une digital Commodity[5] (régulée par la CFTC), ou un digital Security[6] (régulé par la SEC), on se basera alors sur le niveau de décentralisation de la blockchain sous-jacente et non sur le token[7] lui-même. Pour reprendre l'exemple de mon dernier article, ici ce qui nous intéresse n'est pas le token Hype en lui-même mais le réseau Hyperliquid. Le test de maturité de la blockchain repose sur 6 critères distincts : la fonctionnalité, le caractère open-source, fondé sur des règles, non contrôlé, le lien de valeur, la voie de migration. (Je vous laisse l'explication sur notre site[8]). Vous savez donc qu'un projet crypto évolue au fil du temps. Au début, la technologie n'est pas encore créée, et un token est émis afin de la financer. Selon le Clarity Act, à ce stade, le token est donc régulé par la SEC car considéré comme un Security. Si le projet se développe et que la blockchain sous-jacente au token émis passe le test de maturité, alors ce même token sera régulé par la CFTC et donc considéré comme une Commodity. C'est simple, clair et efficace. Par ailleurs, c'est l'émetteur qui autocertifie la blockchain comme mature. L'agence dispose alors de 60 jours pour contester cette certification. Le Clarity Act présente cependant des limites, notamment dans son application. En effet, la DeFi[9] en est exclue, c'est-à-dire les activités telles que la validation des transactions, la publication de code, la création de Wallet[10] et l'exploitation d'interface frontend[11] ne sont pas concernées par l'enregistrement cité ci-dessus. Elles sont donc exclues de l'application du projet de loi. La législation prévoit tout de même l'application en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme avec les sanctions en conséquence. Malgré la prévision d'une étude conjointe entre la SEC, la CFTC et le Trésor afin de mettre en place un cadre réglementaire ultérieur, le compromis ne satisfait pleinement aucune des deux parties.

La difficulté de mise en place

Revenons au long chemin traversé par ce projet de loi, celui-ci n'est pas près de s'arrêter. Après les événements cités précédemment, le 13 septembre, le texte publié combinant les projets des commissions

(4) Commodity Futures Trading Commission = régulateur américain des matières premières.

(5) Matière première numérique.

(6) Titres numériques.

(7) Jeton numérique.

(8) Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site internet : iaelille-financeclub.com

(9) DeFi = terme employé pour parler de la finance décentralisée.

(10) Porte-monnaie numérique.

(11) Le site ou l'application qui permet à l'utilisateur de se servir d'un protocole crypto (boutons, affichage des prix...) sans toucher directement au code de la blockchain.

Not made with AI

de l'agriculture et bancaire a été révisé par les Républicains. La diffusion de cette offre finale par le parti prévoit une révision en matière d'éthique. Celle-ci propose d'interdire aux fonctionnaires et à leur conjoint de tirer profit d'actifs numériques mais exclut les enfants majeurs (j'espère que vous voyez venir le parallèle). Cette version est présentée comme la meilleure du texte et considérée comme définitive par les Républicains. Peu après, le 15 septembre, le passage avant la phase finale échoue au Sénat ; en effet, la motion de clôture est votée à 49 voix, contre 50, soit à 11 voix de moins que les 60 nécessaires. Le projet a été refusé par l'entièreté des démocrates y participant et même certains républicains, alors même que M. Trump avait accepté de nombreuses concessions en matière d'éthique le visant directement. (D'autres raisons sont évoquées, comme la fuite des dépôts bancaires vers les stablecoins, vivement critiquée par le CEO de JPMorgan.) Par conséquent, suite à ce refus, le président actuel de la SEC Paul Atkins a annoncé que la CFTC et la SEC allaient agir avec ou sans régulation, déplaçant le centre réglementaire vers les agences.

La motivation de Trump

Le 45e et 47e président des États-Unis a encore frappé. Mais alors, pour quelles raisons M. Trump aurait accepté de multiples concessions le visant directement pour faire avancer le Clarity Act ? 1,4 milliard de dollars, ce chiffre ne vous dit rien ? Et pourtant c'est ce qu'a déclaré M. Trump en termes de revenus liés aux cryptomonnaies en 2025. Comment, me demanderiez-vous ? M. Trump a-t-il senti le vent tourner en 2009, en investissant massivement dans le bitcoin alors que celui-ci ne valait que quelques dollars ? Au regret de vous décevoir, M. Trump a été encore plus ingénieux que cela (ironie). Le 17 janvier 2025, peu avant sa seconde investiture, Trump lance son memecoin[12] le $TRUMP. Un market cap de 20 milliards de dollars est atteint moins d'un jour après son lancement. En parallèle, Tahnoun ben Zayed, le frère du président émirati, a acheté près de la moitié de la World Liberty Financial, l'entreprise de cryptomonnaie de la famille Trump. La famille aurait touché 500 millions de dollars pendant cette transaction. On comprend donc mieux les motivations intrinsèques du business de M. Trump.

Qu'est-ce que cela change pour les investisseurs français ?

Pour vous et moi, investisseurs français, les effets du Clarity Act sont limités. L'Europe a déjà établi un cadre unifié pour les pays membres, le règlement MiCA[13]. Cependant, même si nous ne sommes pas concernés directement par la législation américaine, les États-Unis étant le premier marché des cryptomonnaies, le Clarity Act influence fortement leur cours. Je tiens à préciser encore une fois que cette rédaction ne constitue qu'une introduction comparée à tout l'enjeu qui se joue, en matière géopolitique par exemple. Si le Clarity Act finit par échouer, ça pourrait bien être la Chine qui sera l'auteur des règles du jeu…



Une image pour le TrumpCoin sur son site internet, Source : BBC.com

Léo-Paul Laisne

(12) Memecoin = une cryptomonnaie créée autour d'une blague, d'un mème ou d'une célébrité, sans vraie utilité, dont le prix dépend surtout de l'effet de mode.

(13) Markets in Crypto-Assets

Not made with AI

Les banques européennes n'ont pas autant fusionné depuis dix ans… alors où est le champion ?

En 2025, les fusions-acquisitions bancaires en Europe ont plus que quadruplé, à 73,5 milliards de dollars, un record depuis plus de dix ans. Pourtant, JPMorgan pèse toujours 4 400 milliards d'actifs contre 3 100 pour BNP Paribas, et les grandes fusions entre pays restent bloquées. Pascale Pruvost, banquière d'affaires chez Citi, explique pourquoi le champion bancaire européen se fait toujours attendre.

28 octobre 2026 · Jeanne Coupier

En 2025, les banques européennes ont battu un record. Selon une étude du cabinet EY, les fusions-acquisitions dans le secteur bancaire européen ont atteint 73,5 milliards de dollars, contre seulement 17,5 milliards un an plus tôt. L'activité a donc plus que quadruplé, du jamais vu depuis plus de dix ans. Pourtant, face aux États-Unis, on est encore loin du compte. Fin 2025, JPMorgan, la première banque américaine, pesait environ 4 400 milliards de dollars d'actifs, contre environ 3 100 milliards de dollars pour BNP Paribas, la plus grande banque de la zone euro. L'écart se creuse encore sur les bénéfices : en 2025, JPMorgan a gagné 57 milliards de dollars, contre environ 13,7 milliards de dollars pour BNP Paribas, soit quatre fois moins. Pour comprendre ce paradoxe, Pascale Pruvost, banquière d'affaires chez Citi, a accepté de répondre à mes questions. Ces fusions vont-elles enfin donner naissance à un vrai champion bancaire européen ?

Qui est notre professionnelle ?

Après un bac S, Pascale Pruvost enchaîne une prépa scientifique puis Mines Paris, une école d'ingénieurs. « J'ai le profil des très bons élèves qui ne veulent pas faire de choix et rester le plus généralistes possible ». Plusieurs stages la mènent ensuite jusqu'aux fusions-acquisitions, avant qu'elle ne rejoigne Citi. «Je suis un pur produit FIG[1], comme on dit dans notre jargon.» Concrètement, elle conseille les banques, les assureurs et les gestionnaires d'actifs qui veulent racheter une société, fusionner ou vendre une filiale. Elle échange en permanence avec ses clients pour leur proposer des idées, puis mène les opérations de bout en bout quand ils la choisissent. Elle résume simplement son travail : « C'est surtout un métier d'information ».

Des banques qui ont les moyens et une bonne raison

Avant de parler fusions, un petit détour par le métier de base d'une banque. Comment gagne-t-elle de l'argent ? Prenons un exemple simple, imaginons un client qui dépose 100 euros sur son compte d'épargne, et à qui la banque verse 1 % d'intérêts, soit 1 euro par an. Avec ces 100 euros, elle accorde un crédit immobilier à 5 %, qui lui rapporte 5 euros par an.

(1) (Financial Institutions Group) : équipe d'une banque d'affaires spécialisée dans les banques, les assureurs et les gestionnaires d'actifs.

Not made with AI

La banque garde la différence, ici 4 euros, c'est ce qu'on appelle le spread. « C'est pour ça qu'on dit que la banque, c'est vraiment un intermédiaire financier. Elle prend l'argent des dépôts pour financer ses actifs », explique Pascale. Tout dépend alors des taux fixés par la Banque centrale européenne. Quand elle monte ses taux, les banques augmentent très vite le taux de leurs crédits, mais beaucoup plus lentement celui de l'épargne. « Quand les taux augmentent, la banque va faire plus d'argent. Et quand les taux diminuent, mécaniquement, elle en fera moins». Entre 2022 et 2023, la BCE relève fortement ses taux pour lutter contre l'inflation, jusqu'à 4 %, et les banques enchaînent les profits records. Puis, entre juin 2024 et juin 2025, elle les baisse à huit reprises pour revenir à 2 %, et les marges fondent. Les années de taux élevés ont rempli les caisses des banques. Quand les taux ont baissé, elles ont dû chercher ailleurs de quoi compenser. Elles misent alors sur les commissions (le fee income), c'est-à-dire l'argent tiré de services, qui ne dépend pas des taux. Pour en gagner plus, « elles vont acheter des activités de gestion d'actifs ou d'assurance, pour être moins dépendantes des variations des taux d'intérêt », explique Pascale. Les responsables européens, eux, encouragent ouvertement le mouvement. En mai 2026, le président de l'Eurogroupe, Kyriakos Pierrakakis, a même réclamé des champions européens plutôt que nationaux, capables de rivaliser avec les géants américains. Les banques y trouvent aussi leur compte. « On est plus gros, on a plus de poids, on peut avoir des synergies[2]», résume Pascale.

Un « record » à nuancer

Sauf que ce record cache une réalité un peu moins flatteuse. En 2025, la plupart des opérations ont eu lieu entre banques d'un même pays. Selon le cabinet McKinsey, l'activité en Europe a surtout été portée par des rapprochements nationaux, notamment en Italie. Les grandes fusions entre pays, elles, restent bloquées. Le cas UniCredit-Commerzbank le montre bien.

Depuis 2024, la banque italienne rachète des parts de la deuxième banque allemande, dont l'État est actionnaire depuis son sauvetage en 2008. En mars 2026, elle passe à la vitesse supérieure avec une offre non sollicitée pour dépasser les 30 %. Elle détient aujourd'hui 47,59 % du capital (en comptant des produits dérivés) et 49,65 % des droits de vote, et vise le contrôle d'ici la fin de l'année. Pendant longtemps, la direction de Commerzbank a défendu son indépendance, et en 2025, le chancelier Friedrich Merz affirmait que le gouvernement voulait la préserver. En juin 2026, l'État allemand, qui détient encore 12 % de la banque, a même refusé d'apporter ses actions à l'offre d'UniCredit. Cette résistance est surprenante, car l'Europe elle-même pousse aux fusions. Depuis l'été, pourtant, le ton a changé : Merz assure qu'il ne bloquera pas l'opération, même s'il n'en approuve pas la méthode, et les deux banques discutent désormais d'un possible rapprochement.



Tour de la Commerzbank à Francfort, Thomas Wolf. Source : Wikipedia

(2) Synergies : économies ou gains obtenus quand deux entreprises mettent leurs moyens en commun.

Not made with AI


Tour UniCredit à Milan, Source : Wikipedia

Les limites des fusions-acquisitions

Pour Pascale, le premier obstacle est politique. « On pense que la finance, c'est de l'économie, mais il y a un aspect politique qui est énorme. Les politiques ne veulent pas se faire acquérir par des banques d'autres nationalités, parce qu'on perd un peu son joyau national. » Une grande banque finance les entreprises de son pays et garde l'épargne de ses habitants : la laisser passer sous contrôle étranger, c'est perdre un levier économique. À cela s'ajoute la question sociale, car les économies promises par une fusion passent souvent par la suppression de postes en double. « Dans les banques, les salaires représentent la plus grosse partie des coûts. On a cette peur au niveau social des licenciements, et politiquement, ça ne passe pas. » Un autre obstacle, beaucoup moins connu, concerne « tout ce qui est système informatique. Quand on a deux banques avec des systèmes informatiques différents, c'est très, très compliqué à fusionner. » Chaque banque repose sur de vieux systèmes très ancrés, le « legacy », et les faire fusionner devient un casse-tête. Mais pour Pascale, le point le plus important reste la valorisation. Quand une banque en rachète une plus petite, la règle est simple : « La boîte vaut 100, je vais l'acheter 120 pour donner une prime de 20 % aux actionnaires. » Quand deux banques de taille comparable veulent fusionner, il n'y a pas de prime. « Il y a toujours la question de combien vaut l'une, combien vaut l'autre. Et bien sûr, chaque banque pense qu'elle vaut plus que l'autre. » Plus une banque est jugée chère, plus ses actionnaires récupèrent de parts dans la nouvelle entité. « L'argent, c'est toujours le nerf de la guerre », rappelle-t-elle. « Beaucoup de transactions ne se font pas parce que les actionnaires n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un prix. » Il faut aussi compter avec la réglementation. L'union bancaire, censée faire de la zone euro un seul et même marché, n'est toujours pas achevée. Il n'existe par exemple aucune garantie européenne commune des dépôts, un projet que plusieurs pays, l'Allemagne en tête, bloquent depuis des années. Pour les banquiers comme pour les superviseurs, c'est même le principal obstacle à l'achèvement de l'union bancaire. Dans les faits, chaque pays applique encore les règles européennes à sa façon, et l'argent circule mal entre les filiales d'un même groupe installées dans différents pays. La BCE réclame d'ailleurs que la zone euro soit traitée comme une « juridiction unique ». Enfin, l'Europe reste un marché morcelé, où chaque pays garde ses règles, sa langue et ses habitudes bancaires. « C'est un peu un mythe d'avoir une banque européenne. » Pascale va même jusqu'à parler de « marronnier[3] » : le champion bancaire européen revient chaque année dans le débat, sans jamais se concrétiser.

Un champion, mais pas pour demain

Pour autant, rien n'est définitif. La BCE remonte ses taux depuis juin 2026, jusqu'à 2,5 % en septembre. Les banques retrouvent donc des marges un peu plus confortables et plus de moyens pour racheter… mais aussi une raison de moins de le faire, puisqu'elles ont moins besoin de se diversifier. Le déclic pourrait plutôt venir d'Allemagne, si UniCredit finit par ouvrir la voie. Alors, il est où, ce champion européen ? Sûrement pas avant que les pays européens acceptent de perdre leurs joyaux nationaux.

Jeanne Coupier

(3) Marronnier : en journalisme, sujet qui revient régulièrement dans l'actualité, comme les marrons à chaque automne.

Not made with AI

LES PRINCIPAUX ENJEUX POUR LES INVESTISSEURS AU MOIS DE NOVEMBRE

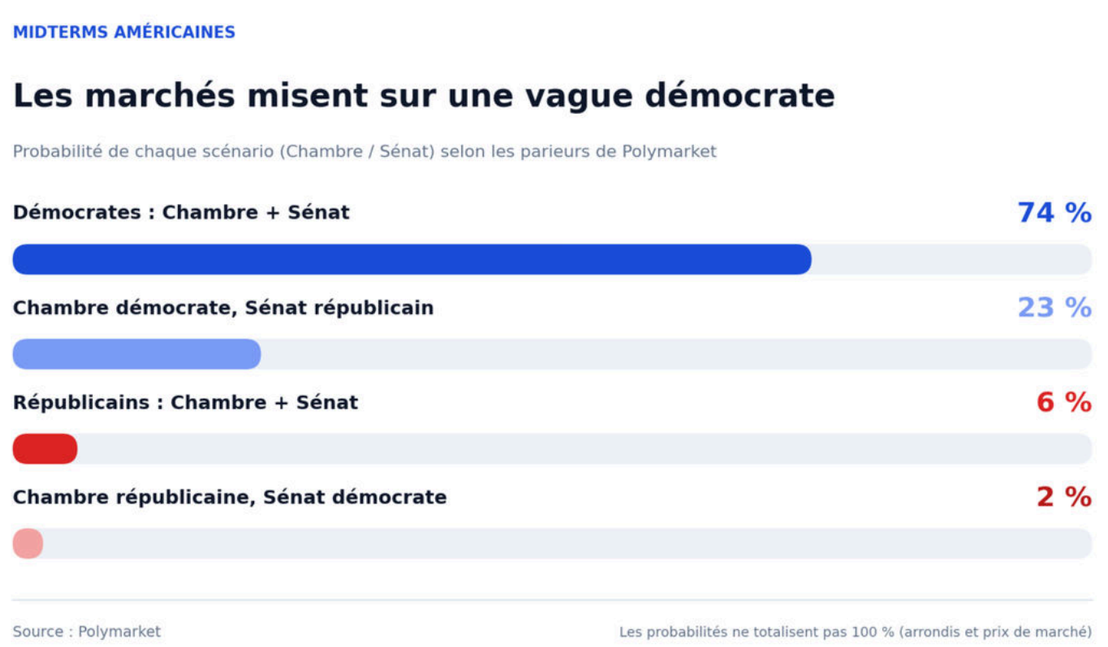
Après un mois d'octobre agité, quatre rendez-vous vont donner le ton aux marchés en novembre : les élections américaines de mi-mandat, les chiffres de l'emploi et de l'inflation, et l'IPO très attendue d'Anthropic.

1er novembre 2026 · Louis Villaeys

Le catalyseur principal de novembre : les midterms[1]

Le mois d'octobre s'est terminé dans l'incertitude pour les investisseurs à l'approche des élections de mi-mandat (Midterms) sous la présidence de Donald Trump qui auront lieu le mardi 3 novembre. Cet événement représente le catalyseur principal de ce début de mois de novembre. D'après certaines plateformes de prédictions comme Polymarket[2], les Démocrates ont 73 % de chances de contrôler le Sénat, 94 % de chances de contrôler la Chambre des représentants et 84 % de détenir la majorité des gouvernorats. Quant aux Républicains, ils ont 27% de chances de contrôler le Sénat, 2 % pour la Chambre et 6 % pour les deux. Dans un scénario où les Démocrates l'emportent, les conséquences globales seraient dans un premier temps l'augmentation des enquêtes parlementaires sur l'administration de Trump avec un blocage de certaines réformes économiques comme fiscales. Cette victoire engendrerait des difficultés pour faire adopter de nouveaux budgets voire des procédures de destitution contre Donald Trump (cela ne représente pas forcément un départ).

Le point essentiel sur l'économie mondiale serait davantage de contestations des droits de douane imposés par Trump ainsi qu'une modification des mesures tarifaires. Il ne faut pas oublier qu'en cas de victoire des Démocrates pour le contrôle de la Chambre et du Sénat, Trump garderait son droit de veto et une importante marge de manœuvre sur le commerce international donc ça n'entraînerait pas forcément une fin des droits de douane. Cependant, cette incertitude politique pourrait peser sur le dollar et sur la dette américaine. Mais aussi, le Congrès pourrait renforcer le contrôle sur les opérations militaires en Iran et augmenter son soutien à l'Ukraine contre la Russie. Les conséquences sur le marché financier seraient également importantes. Les Démocrates pourraient renforcer le soutien dans le secteur de la santé, des énergies renouvelables et de l'immobilier tandis que des secteurs comme la technologie, la défense, le pétrole ou le gaz pourraient obtenir davantage de contrôle parlementaire sur certaines mesures. Dans le cas contraire, où les Républicains l'emporteraient même si c'est moins probable, cela engendrerait une continuité du contexte actuel avec un risque de tensions commerciales, géopolitiques et d'augmentation de l'inflation due à la pression des droits de douane.



Prédictions concernant les Midterms aux USA, Polymarket

(1) Midterms = élections de mi-mandat, organisées au milieu du mandat présidentiel américain. Elles renouvellent toute la Chambre des représentants, un tiers du Sénat et de nombreux gouverneurs.

(2) Polymarket = plateforme où l'on parie sur des événements. Les cotes sont lues comme des probabilités, mais ce ne sont pas des sondages : elles reflètent seulement ce que les parieurs misent.

Not made with AI

Une inflation persistante maintient la pression

En ce qui concerne l'inflation, elle reste persistante et progresse de 0,4 point de plus que les attentes pour atteindre 3,5% sur l'année et une hausse des prix à la consommation qui s'est accélérée à 3,7 %. Cela s'explique par le choc énergétique qui a suivi le début de la guerre au Moyen-Orient déclenchée par Donald Trump. Les investisseurs pensent que la Fed fera une pause après cette hausse des taux d'intérêt en septembre et le maintien en octobre avant de décider d'une nouvelle hausse lors des prochains mois. Cependant, les analystes anticipent une hausse des taux en décembre. Dans cette continuité, le 5 novembre aura lieu la publication du rapport de la Banque d'Angleterre (BoE) qui rendra sa décision sur la politique monétaire britannique. Selon les analystes, la BoE devrait relever ses taux d'intérêt de 25 points de base pour atteindre 4 %.

Les événements majeurs de novembre

Alors que le marché reste encore prudent face aux risques d'inflation, quatre catalyseurs macroéconomiques viendront déterminer la tendance du mois : La première nouvelle est prévue le 6 novembre, dans le rapport mensuel sur l'emploi (NFP[3]). Elle sera scrutée par les investisseurs car elle correspond à un indicateur très important de l'emploi. Grâce à ce dossier, nous pourrons tirer des conclusions sur la façon dont les taux d'intérêt vont évoluer dans les mois à venir et mesurer la santé du marché du travail aux États-Unis.

De plus, sont attendus le 10 novembre, les premiers chiffres sur l'inflation américaine (CPI[4] US) qui permettront de déterminer les pressions exercées sur les prix et d'anticiper la trajectoire des taux de la Fed d'ici la fin de l'année. En zone euro, les chiffres sur l'inflation seront publiés le 17 novembre et permettront de confirmer les stratégies de la BCE face à la facture énergétique.

Enfin, nous attendons le 25 novembre pour observer la croissance du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis avec la deuxième estimation du 3e trimestre 2026. Ce jeudi 29 octobre, nous avons eu la première estimation selon laquelle la croissance de l'économie américaine a accéléré plus que prévu au troisième trimestre. Le PIB des États-Unis a augmenté de 3,4 % en rythme annualisé sur la période allant de juillet à septembre, contre une croissance de 2,2 % au deuxième trimestre et de 2,1 % au premier trimestre. Selon les analystes, l'économie américaine devrait progresser de 3,2 % en rythme annualisé sur la deuxième estimation du troisième trimestre.

L'introduction en Bourse historique d'Anthropic

Enfin, le marché s'apprête à accueillir l'événement financier le plus important de cette année. Comme cela a été le cas pour SpaceX, Anthropic fera son introduction en Bourse (IPO[5]) en novembre.

(3) NFP = Non-Farm Payrolls, rapport mensuel américain sur les créations d'emplois hors agriculture. Il mesure la santé du marché du travail et influence les décisions de la Fed.

(4) CPI = Consumer Price Index, l'indice des prix à la consommation, principal indicateur d'inflation aux États-Unis.

(5) IPO = Initial Public Offering, introduction en Bourse : première cotation d'une entreprise sur un marché.

Not made with AI

L'entreprise américaine d'intelligence artificielle Anthropic est connue pour avoir développé le modèle Claude et sa solution pour développeurs Claude Code. Cofondée en 2021 par Dario Amodei, il s'agit d'une entreprise visant une valorisation comprise entre 1 500 et 2 000 milliards de dollars. Avant son IPO, Anthropic offre des résultats trimestriels records notamment avec un chiffre d'affaires du trimestre clos le 30 septembre qui a atteint environ 17 milliards de dollars, contre 11,6 milliards au deuxième trimestre et 1,4 milliard un an plus tôt. La hausse annuelle est de 1 127 % selon le prospectus[6]. L'entreprise Anthropic s'est enregistrée officiellement lundi 26 octobre auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) américaine pour son introduction en Bourse. Ainsi, en suivant le délai légal de la SEC de 15 jours après le dépôt du prospectus, Anthropic pourrait lancer sa tournée de présentation la semaine du 9 novembre, s'ensuivra la possibilité de cotation en Bourse dès la semaine du 16 novembre.

Date	Entreprise	Pays
2 nov 2026	Palantir / Apple	USA
3 nov 2026	AMD / Booking	USA
4 nov 2026	Uber / Mercado Libre	USA / Argentine
5 nov 2026	Iren / Engie	Italie / France
10 nov 2026	SoftBank	Japon
12 nov 2026	Allianz / Siemens	Allemagne
17 nov 2026	NVIDIA	USA
18 nov 2026	Tencent	Chine
19 nov 2026	Walmart	USA
24 nov 2026	Xiaomi / Alibaba	Chine
25 nov 2026	Deere & Company	USA

TABLEAU 1 : Principaux résultats du mois de novembre 2026

Pour les investisseurs, un des éléments principaux à surveiller sera l'évolution de la valorisation de l'entreprise sur le marché privé. Cette donnée leur offre la possibilité d'évaluer si le prix d'introduction en Bourse est attractif ou non. Si vous souhaitez en savoir plus sur cette introduction en Bourse, je vous invite à lire notre édition n°1.

Nous retrouvons également une vague de résultats d'entreprises du 3e trimestre. Voici notre sélection d'actions à surveiller pour ce mois de novembre (Tableau 1).

Louis Villaeys

(6) Prospectus = document officiel déposé auprès du régulateur avant une IPO, qui présente l'entreprise, ses comptes et ses risques.

Not made with AI

SOURCES

Page de Couverture

- **Siège social de la Warner : https://fr.dreamstime.com/images-libres-droits-siège-social-warner-bros-en-californie-image20192269**

Les Macros du Mois

- **La Fed maintient les taux à quelques jours des midterms, deux responsables poussent à une hausse, Euronews, 28 octobre 2026, consulté le 2 novembre 2026**
- **Taux directeurs : la Fed choisit de s'abstenir avant les élections aux USA, Allnews.ch (dépêche AWP/AFP), 28 octobre 2026, consulté le 2 novembre 2026**
- **USA : l'inflation a poursuivi son accélération en septembre, à 3,7 % sur un an, Allnews.ch (dépêche AWP/AFP), 14 octobre 2026, consulté le 2 novembre 2026**
- **CoreWeave chute en Bourse, ses rendements obligataires approchent 15 % sur fond de craintes liées à la dette de l'IA, Boursorama, 14 octobre 2026, consulté le 2 novembre 2026**
- **OAT : la France repasse sous les 5 % après le maintien de sa note par Moody's, Top10banques, 26 octobre 2026, consulté le 1er novembre 2026**
- **OAT 10 ans à 5 % : quelles conséquences pour l'immo ?, Meilleurtaux, 22 octobre 2026, consulté le 1er novembre 2026**
- **BNP Paribas minimise son exposition à la dette française, les actions dopent le bénéfice, Euronews (édition française), 28 octobre 2026, consulté le 1er novembre 2026**
- **TotalEnergies publie un bénéfice supérieur aux attentes au 3e trimestre, ABC Bourse, 29 octobre 2026, consulté le 2 novembre 2026**
- **La croissance de la zone euro double les prévisions, la BCE se dirige vers une hausse en décembre, France Épargne, 30 octobre 2026, consulté le 2 novembre 2026**
- **Allemagne : le PIB a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre, ABC Bourse, 30 octobre 2026, consulté le 2 novembre 2026**

Le Dossier du Mois

- **« Paramount Skydance finalise l'acquisition de Warner Bros Discovery, le nouveau groupe renommé Skydance », Bourse Direct, publié le 06/10/2026, consulté le 13/10/2026.**
- **« Paramount Skydance finalise l'acquisition de Warner Bros Discovery », Zonebourse , publié le 06/10/2026, consulté le 13/10/2026.**
- **« Faut-il acheter l'action Warner Bros. Discovery en 2026 ? », Cryptoast, publié le 03/09/2026, consulté le 13/10/2026.**
- **« L'action Warner Bros. Discovery atteint un plus haut de 52 semaines à 30,93 $ », Investing.com, publié le 30/09/2026, consulté le 13/10/2026.**
- **« UBS maintient sa recommandation de vente sur l'action Skydance après la fusion avec Warner Bros. », Investing.com, publié le 07/10/2026, consulté le 13/10/2026.**
- **« Paramount Skydance Corporation (NasdaqGS:PSKY) a finalisé l'acquisition de Warner Bros. Discovery, Inc. (NasdaqGS:WBD) […] pour 80,3 milliards de dollars », Zonebourse, publié le 06/10/2026, consulté le 13/10/2026.**

Not made with AI

- « Un rachat à 110 milliards de dollars : après le retrait de Netflix, les actionnaires de Warner Bros Discovery valident l'offre de Paramount Skydance », BFMTV.com, publié le 23/04/2026, consulté le 13/10/2026.
- « Netflix espère conclure le rachat de Warner Bros et vient de proposer une offre simplifiée de 83 milliards de dollars en numéraire », BFMTV.com, publié le 20/01/2026, consulté le 13/10/2026.
- « Rachat de Warner Bros : l'accord entre Paramount et 12 États américains validé par un juge », France 24, publié le 01/10/2026, consulté le 22/10/2026.
- Paramount Skydance, document déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), publié le 13/02/2026, consulté le 22/10/2026.
- « Cours de l'action Warner Bros. Discovery », Boursier.com, consulté le 24/10/2026.
- « Cours de l'action Skydance », Boursier.com, consulté le 24/10/2026.
- « How David Ellison Won the Battle: Timeline of Paramount's Rocky Road to Acquiring Warner Bros. Discovery », Variety, publié le 06/10/2026, consulté le 14/10/2026.

Cryptomonnaies

- CLARITY Act : peut-il encore passer et accélérer le bull run de Bitcoin ?, Cryptoast, 17 septembre 2026, consulté le 15 octobre 2026
- CLARITY Act : le guide complet de la régulation crypto américaine, Cryptoactu, 30 août 2026, consulté le 15 octobre 2026
- Explication du CLARITY Act : ce qu'il est, pourquoi il a échoué et la suite, Datawallet, 18 septembre 2026, consulté le 8 et 15 octobre 2026

- CLARITY Act : Où en est la grande loi américaine sur les cryptomonnaies ?, Journal du Coin, 12 octobre 2026, consulté le 15 octobre 2026
- Le géant des cryptos Coinbase annonce la fin d'un litige avec la SEC, BFM TV, 24 février 2025, consulté le 15 octobre 2026
- Cryptomonnaies : Le projet de loi FIT21 ACT est adopté par la Chambre des représentants US !, Journal du Coin, 23 mai 2024, consulté le 8 octobre 2026
- H.R.3633 - Digital Asset Market Clarity Act, Congress.gov, date de publication non indiquée, consulté le 15 octobre 2026
- White House resists FIT 21 crypto legislation – is it too flawed?, Ledger Insights, 22 mai 2024, consulté le 15 octobre 2026
- $Trump, Wikipédia, 6 octobre 2026, consulté le 15 octobre 2026
- États-Unis. L'investissement secret d'un cheikh émirati dans la société de cryptomonnaies des Trump, Courrier international, 2 février 2026, consulté le 15 octobre 2026
- Le règlement européen Markets in Crypto-Assets (MiCA), AMF, 2 août 2024, consulté le 15 octobre 2026

L'interview

- Global financial services M&A activity rose in 2025, with 93 deals over $1b in value announced (communiqué de presse), EY, publié le 8 janvier 2026
- Bank J Safra Sarasin Agrees To Buy Rest Of Saxo, WealthBriefing (Tom Burroughes), publié le 7 juillet 2026
- JPMorgan Chase Statistics 2026: Revenue, Assets And Financial Performance, Quantumrun Foresight (Richard Jaimes), publié le 30 juillet 2026

Not made with AI

- BNP Paribas : chiffres clés et profil de la société, ABC Bourse, date de publication non indiquée, consulté le 26 octobre 2026
- BNP Paribas dépasse les attentes au deuxième trimestre, Bourse Direct / Boursier.com, publié le 23 juillet 2026
- Cours Euro Dollar (EUR/USD), Boursorama, cours affiché le 26 octobre 2026 (1 € = 1,1208 $)
- La BCE relève à nouveau ses taux directeurs en septembre 2026, Ymanci (Florence Carpentier), publié le 10 septembre 2026, mis à jour le 14 octobre 2026
- Europe – Secteur bancaire : Panorama macro-bancaire du quatrième trimestre 2025, Crédit Agricole S.A., Études économiques (Joseph Yapi), publié le 30 mars 2026
- La hausse des taux creuse un fossé parmi les banques européennes en 2023, Allnews (AWP), publié le 8 février 2024
- L'Europe a besoin de banques plus grandes par des fusions transfrontalières, Investing.com (Vlad Schepkov), publié le 4 mai 2026
- Financial services: M&A bounces back, with scale and capabilities at the center, McKinsey (Berk Ezici, Fadi Najjar, Clara Aldea Gil de Gomez, Manu Saxena, Matteo Camera), publié le 13 février 2026
- UniCredit acquiert une participation de 9% dans Commerzbank, Allnews (AWP/AFP), publié le 11 septembre 2024
- UniCredit Expects to Gain Control of Germany Commerzbank in 2026 Q4 after Increasing Stake to 47.59%, Caproasia, publié le 24 juillet 2026
- Germany's New Government Backs Independent Commerzbank, MarketScreener / Dow Jones (Matthias Goldschmidt et Elena Vardon), publié le 10 juin 2025
- German government not stopping UniCredit's takeover of Commerzbank, Merz says, The Edge Malaysia / Reuters, publié le 15 juillet 2026
- Commerzbank CEO: Buying HVB an option in UniCredit merger, MarketScreener / Reuters (Tom Sims), publié le 24 septembre 2026
- Citations de Pascale Pruvost : entretien réalisé pour cet article
- La commissaire européenne à la Concurrence plaide pour des fusions bancaires transfrontalières, Boursorama / Reuters (Foo Yun Chee), publié le 17 juin 2026
- La BCE appelle à un « véritable marché bancaire unique » en zone euro, MoneyVox avec AFP, publié le 14 avril 2026

Pour le mois prochain

- États-Unis : la croissance du PIB ressort à 3,4 % au 3ème trimestre, Boursorama
- Calendrier économique, Investing.com
- Calendrier macroéconomique, Boursorama
- Quatre scénarios pour les midterms : les sénateurs républicains restent au sec, La Presse, publié le 2 novembre 2026
- Midterms (marché des gouverneurs), Polymarket
- Banque d'Angleterre : vers une hausse de taux et un contexte porteur pour les gilts, Boursorama
- Avant son IPO, Anthropic révèle un trimestre record et une rentabilité en recul, ZDNet
- NASDAQ-ANT, TradingView

Quatrième de couverture

- Hong Kong, Skyline : https://global.chinadaily.com.cn/a/201901/23/WS5c47a15da3106c65c34e5e85.html

Not made with AI

WHAT Happened in the MARKETS

La revue a été coécrite par Macéo Pauron, Léo-Paul Laisne,
Jeanne Coupier, Louis Villaeys et Timéo Wartelle



Hong Kong